

# MÉRITOCRATIE tous notés !

**BIENVENUE DANS L'ÈRE DE LA NOTATION GÉNÉRALISÉE. L'ÉVALUATION EN TOUT GENRE S'EST RÉPANDUE COMME UNE TRAÎNÉE DE POUDRE DANS NOTRE SOCIÉTÉ. CAR DANS LA FRANCE SARKOZyste, ÊTRE NOTÉ, C'EST EXISTER. RETOUR SUR L'IDÉOLOGIE DE L'ÉVALUATION ET DE LA MÉRITOCRATIE.**

PAR **EMMANUELLE COSSE** ET **RÉMI DOUAT**

SÉRIE PHOTOGRAPHIQUE « LES DÉCORÉS » **SOPHIE LOUBATON**

**L'**évaluation, les travailleurs du secteur privé en font depuis longtemps l'expérience. Mais aujourd'hui, personne ne doit y échapper, de l'élève au policier, de l'infirmière à l'agent municipal, du chercheur au ministre. Au moment où Eric Besson annonçait que les membres du gouvernement allaient à leur tour être notés, les Français ne semblaient d'ailleurs pas choqués par ces pratiques: 77 % d'entre eux l'approuvaient, selon un sondage Ipsos réalisé en juin 2008, et 70 % pensaient même que noter une personne dans son milieu professionnel pouvait avoir une influence positive sur son travail. Cela laisse songeur.

Les systèmes d'évaluation ont toujours existé, tant dans le monde professionnel que dans la formation et dans l'éducation. Mais cette culture est en passe de devenir un mode d'organisation sociale (et d'ascenseur social) où le mérite est jugé à l'aune des indicateurs fixés par les autorités politiques. Tout est noté, hiérarchisé avec le tableau d'honneur en ligne de mire. ●●●





Porter la rosette.



Se voir décerner une médaille en chocolat.



Avoir le poireau (ordre du mérite agricole).

●●● « *Je vois dans l'évaluation, la récompense de la performance. S'il n'y a pas d'évaluation, il n'y a pas de performance.* » Voilà comment le président de la République justifiait sa réforme de la recherche le 22 janvier 2009. Pour être performant, il faut donc accepter de se soumettre à des objectifs chiffrés. Et bien les remplir, sous peine d'être montré du doigt comme un mauvais élève. Ainsi des juges convoqués par Rachida Dati en raison d'un taux trop faible de condamnations.

Le 8 mai 2008, à l'occasion du premier anniversaire du mandat présidentiel, François Fillon fanfaronnait : selon lui, la droite avait enfin « *gagné la bataille idéologique* », en particulier sur la manière de chiffrer l'activité publique. Et de rappeler que les ministres, comme tout le monde, seraient évalués... à l'aide d'un classement établi par ses services et par un cabinet d'audit privé (Mars & Co). Les ministres sont pourtant déjà responsables devant leur Premier ministre, lui-même étant garant de son gouvernement devant l'Assemblée nationale. Sans compter qu'une mission de la Cour des comptes évalue le bon fonctionnement des autorités et des politiques qu'elles mènent. Cela n'a pas eu l'air de suffire à François Fillon et à Nicolas Sarkozy : ce dernier s'est doté d'un secrétariat d'Etat chargé de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques.

Aux analyses au long cours, Nicolas Sarkozy préfère la simplicité de la « culture du

résultat ». Ainsi, lorsque Brice Hortefeux quitte son ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale en janvier dernier, le ministre se félicite lui-même de sa « *performance* » : il a même dépassé les objectifs qui lui avaient été fixés, en enregistrant 29 796 reconduites à la frontière en 2008, au lieu de 26 000. On ne discute pas de la politique défendue, ni des drames qu'elle entraîne, on se contente des chiffres.

#### INDICATEURS ERRONÉS

Evaluer l'efficacité de l'action publique en fonction d'objectifs chiffrés est depuis longtemps encouragé par l'Union européenne, avec son dispositif baptisé

### L'évaluation est donc un moyen utilisé pour mener à bien les réformes et contraindre les personnels.

Méthode ouverte de coordination (MOC) imposé aux Etats membres. Le MOC vise à produire une « *collaboration compétitive* » (1) entre Etats, « *par la valorisation des performances nationales, leur quantification et la publicité de leur classement* », rappelle Isabelle Bruno dans le dernier numéro de la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, consacré à la fièvre de l'évaluation. En France, cette évolution s'est traduite par l'adoption en 2001 de la Loi organique sur la loi de finances (LOLF) qui a considérablement modifié les règles présidant à l'attribution

des crédits publics. On utilise désormais des indicateurs de « performances » pour mesurer l'efficacité de tous les services publics. Une brochure du ministère des Finances précise que la LOLF permet de donner « *des responsabilités nouvelles pour les managers publics* » (on appréciera le vocabulaire choisi), et offre des « *nouvelles mesures de l'efficacité* ». Ainsi, pour évaluer le programme « *justice judiciaire* », on regarde uniquement le « *délaï moyen de traitements des procédures par type de juridiction* ». Dès 1980, les Etats-Unis imposaient ces pratiques, notamment dans la police où les agents étaient payés en fonction de leurs notes. Mais alors que ce pays remet en cause aujourd'hui ces méthodes managériales, la France sarkozyste s'y engouffre. D'où les nouveaux indicateurs de performance imposés aux fonctionnaires qui ne retiennent que ce qui est quantifiable : le nombre de gardes à vue dans les commissariats, d'actes médicaux réalisés dans les hôpitaux, d'étrangers éloignés, de peines d'emprisonnement prononcées, de chômeurs indemnisés...

L'évaluation est donc un moyen utilisé pour mener à bien les réformes et contraindre les personnels. Ainsi, alors que les chercheurs étaient évalués par leurs pairs, selon des règles discutées collégialement, la réforme de la recherche défendue par Valérie Pécresse bat en brèche ce principe : « *L'évaluation par les pairs est remplacée par la notation*, souligne Christian Topalov, sociologue, direc-

teur de recherche au CNRS et à l'EHESS. Et alors, on note pour classer alors que l'évaluation orientait. Pour évaluer correctement, il faut lire les publications, les discuter, les confronter. Avec ces nouveaux indicateurs, on va pouvoir évaluer sans

conséquence de cette obsession du chiffre, la quantité remplace la qualité. Comment les commissariats, qui ont des dotations en fonction de leurs activités et non pas en termes d'élucidation des affaires, ne seraient-ils pas tentés

Conséquence de cette obsession du chiffre, la quantité remplace la qualité. Comment les commissariats, qui ont des dotations en fonction de leurs activités et non pas en termes d'élucidation des affaires, ne seraient-ils pas tentés

2. Voir la pétition sur [www.appelrevues.org](http://www.appelrevues.org)

## le sens sacré de la méritocratie

SI NICOLAS SARKOZY FAIT FORT DANS LE DOMAINE, IL FAUT RECONNAÎTRE QUE LA PROMOTION DES COPAINS ET DES « FILS DE » N'EST PAS LE PROPRE DE LA DROITE, NI MÊME DE LA SARKOZIE. Mais le Président se distingue tout de même dans son application à faire de la méritocratie la pierre angulaire de son credo politique, tout en se vautrant, au sommet de l'Etat, dans le népotisme et le copinage le plus décomplexé.

« *Je vous propose une République fondée sur le mérite et où chacun aura sa chance!* », promettait le Sarkozy de campagne. « *Je crois aux vertus du travail, du mérite, de la récompense et de l'effort* », renchérit-il depuis son élection, y ajoutant le désormais célèbre « *Travailler plus, pour gagner plus* ». On pourrait noircir des pages de ces sentences définitives basées sur la confiance dans la méritocratie, devenue leitmotiv présidentiel. Méritocratie? Résumons : la méritocratie est l'idée que chacun peut atteindre une position sociale du fait de son travail et non du fait de la reproduction sociale, du capital économique ou encore des relations individuelles. Son application permet en théorie une mobilité sociale importante. Cette quasi-religion présidentielle est pour le moins intellectuellement limitée. Le discours sarkozyste s'essuie les pieds sur la plus élémentaire approche sociologique. Pierre Bourdieu le premier a introduit les notions de capital économique, social et culturel, dont les individus sont inégalement dotés. Ces inégalités sont autant d'obstacles à la méritocratie, qui apparaît alors aussi incantatoire que la formule « *Tous les hommes naissent libres et égaux en droits* ». Alors regardons un peu au sommet de l'Etat.

Ludvine Olive a su saisir sa chance et bosse avec sa tata, Michèle Alliot-Marie. Plus direct, Pierre Bachelot a obtenu un poste de conseiller auprès de sa maman. Le fiston de Claude Guéant, un vague secrétaire général de l'Elysée, a arraché à la sueur de son front un poste chez Rachida Dati avant

de rejoindre le cabinet d'Alain Marleix, secrétaire d'Etat aux collectivités territoriales. La cousine de Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, a sans aucun doute mérité son poste d'attachée de presse. Consuelo Remmert, la demi-sœur de Carla Bruni Sarkozy est allée chercher avec les dents un job à la cellule diplomatique de l'Elysée. Les « *femmes de* » sont aussi très présentes : Isabelle Barnier, femme de ministre de l'Agriculture émergeant chez Roselyne Bachelot, Laure Darcos, directrice adjointe de cabinet chez son ministre de mari... les exemples sont nombreux. Quant à Marie-Laure Harel, super-copine de Judith Martin, fille de Cécilia Sarkozy, son travail et sa ténacité lui ont permis de décrocher un poste de chargée de mission à la présidence de la République à 24 ans. Il faut dire qu'elle avait carrément une maîtrise de droit en poche (1). La liste exhaustive serait trop longue. D'un anecdotique mais révélateur Christian Clavier, qui mérite certainement une justice plus diligente que tout autre citoyen, dans l'affaire de sa villa occupée par des nationalistes Corses à un François Pérol, que ses amitiés présidentielles auront propulsé au sommet de la caisse d'Epargne-Banque populaire.

Mais pas d'inquiétude. Le président de tous les Français ne perd pas toujours le sens sacré de la méritocratie. Il sait le rappeler au bon peuple, quand celui-ci se laisse aller. Discours après discours, il encourage « *les jeunes* », « *les fonctionnaires* », « *les Français les plus récents* » ou encore « *ceux qui n'ont plus d'espoir* » à se retrousser les manches et à remettre au centre le mérite et le travail. Dans ce discours, en termes à peine voilés, ceux qui profitent du système feraient bien de se prendre un peu par la main pour « *saisir leur chance* ». ■ R.D.

1. Lire *Les chambres du pouvoir*, Valentine Lopez et Géraldine Woessner, éd. du Moment.

1. Isabelle Bruno, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 55-4bis, supplément 2008, éd. Belin.





#### L'inauguration.

●●● de placer en garde à vue toute personne entendue ? Dans la même logique, on préfère prescrire des examens lourds même s'ils sont inutiles, depuis que les budgets des hôpitaux publics dépendent de l'activité à l'acte médical. Ces objectifs chiffrés visent aussi à standardiser les pratiques puisqu'il faut entrer dans les cases pour pouvoir garder son poste et son budget. « *Nous sommes bien ici, avec ces dispositifs actuels d'évaluation quantitative des actes et des productions, dans un maillage de contrôle social des universitaires confinés à des activités professionnelles rigoureusement et régulièrement régulées, cadrées, standardisées homogénéisées... et façonnées par le "fétichisme de la marchandise"* », écrit Roland Gori (3). Ce dernier, initiateur de l'Appel des appels, y voit un moyen de contrôler en profondeur les pratiques professionnelles.

Pour le philosophe Yves-Charles Zarka (4), l'évaluation est un instrument de « *domination universelle* », une volonté du pouvoir « *d'étendre son contrôle sur tous les aspects de la vie sociale et de la vie de*

*l'esprit* ». Surtout que l'évaluation veut se faire passer pour ce qu'elle n'est pas : une mesure objective. « *L'inversion idéologique consiste à faire passer pour une mesure objective, factuelle, chiffrée ce qui est un pur et simple exercice de pouvoir. L'évaluation est un mode par lequel un pouvoir (politique ou administratif, général ou local), exerce son empire sur les savoirs et les savoir-faire qui président aux différentes activités en prétendant fournir la norme du vrai* », poursuit Yves-Charles Zarka. In fine, l'idéologie de l'évaluation proclame une hiérarchie qui se dit compétente pour juger qui est valable et qui ne l'est pas, ce qui se rapproche des logiques autoritaires.

#### CONTOURNEMENT

Face à la dictature de l'évaluation, des attitudes de refus ou de contournement apparaissent. Pour contrer la tarification à l'acte dans les hôpitaux publics et sauvegarder la qualité des soins, de plus en plus de praticiens hospitaliers font de fausses déclarations. De la même mani-

re, les tests imposés aux élèves de CM2 ont rencontré une forte résistance : peu de résultats sont remontés jusqu'aux inspections académiques. Celles-ci s'arrachent les cheveux, entre les écoles qui n'ont pas organisé ces examens, les relevés incomplets et ceux qui utilisent une mauvaise notification. La faiblesse de l'impact pédagogique de ces tests avait été dénoncée, tant par les professeurs que par les parents d'élèves. Les chercheurs aussi, dont l'évaluation prend en compte le nombre de citations trouvées sur Internet, mettent en place des parades pour remonter dans les classements élaborés par l'algorithme PageRank qui hiérarchise les résultats de recherche postés par Google. S'auto-citer pourrait ainsi devenir un sport de combat. « *N'écrivez pas de livres, tronçonnez* », « *renforcez votre capital citationnel* », ironise le philosophe Grégoire Chamayou (5).

Reste à savoir si ces stratégies peuvent s'implanter aussi dans la police et la magistrature. Assistera-t-on à une baisse des gardes à vue ou des incarcérations ? ■ **E.C.**

3. « Les scribes de nos nouvelles servitudes », *Cités* n°37, éd. PUF, 2009.

4. Dans « Qu'est-ce que tyranniser le savoir ? », *Cités* n°37, éd. PUF, 2009.

5. Petits conseils aux enseignants-chercheurs qui voudront réussir leur évaluation, [www.contre-temps.eu](http://www.contre-temps.eu)